

Bijlage 6 bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993

Franse Gemeenschap van België

Examencommissie van de Franse Gemeenschap

Benaming en adres van de inrichting

BREVET VAN AANVULLEND SECUNDAIR BEROEPSONDERWIJS

Afdeling verplegingswezen

Specialiteit : psychiatrisch verpleger (-eegster)

Zitting

De examencommissie ingesteld door de Executieve van de Franse Gemeenschap en belast met het afnemen van het eindexamen en de uitreiking van het brevet van verpleger (-eegster);

Gelet op de wetten betreffende het technisch onderwijs en op de uitvoeringsbesluiten;

Aangezien geboren te op houder is van een brevet van aanvullend secundair beroepsonderwijs, afdeling verplegingswezen, volgens een leerplan over 2 jaar studie;

Aangezien hij/zij examens heeft afgelegd over alle vakken van het leerplan voor psychiatrisch verpleger (-eegster), over 1 jaar studie;

Aangezien hij/zij bewijst dat hij/zij met goed gevolg het vereiste aantal uren stage volbracht heeft en voldaan heeft aan de voorwaarden voor deelneming aan het eindexamen;

Aangezien % van het totaal aantal punten behaald heeft alsook het vereiste aantal punten voor elk vak;

Reikt hem dit brevet uit met de vermelding en verleent hem de titel van psychiatrisch verpleger (-eegster).

Te op

De voorzitter en de leden van de examencommissie,

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap van België,

De directeur-generaal van Gezondheid,

De directeur-generaal van het secundair onderwijs,

De directie,

De titularis,

In het nationaal register opgetekend op onder nr.

F. 93 — 1189

[S.C — 29176]

1er FEVRIER 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les modalités de stages pour l'obtention du brevet d'assistant en soins hospitaliers ou d'assistante en soins hospitaliers et du brevet d'infirmier ou d'infirmière

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 1er février 1993 modifiant l'arrêté royal du 17 août 1957 portant création du brevet d'assistant en soins hospitaliers et d'assistante en soins hospitaliers et fixation des conditions de collation de ce brevet modifié par les arrêtés royaux des 25 juillet 1959, 3 avril 1979, 17 mai 1979, 16 mai 1980 et 13 septembre 1982;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 1er février 1993 modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 1960 portant fixation des conditions de collation du brevet d'infirmier et d'infirmière et de l'exercice de la profession, modifié par les arrêtés royaux du 13 août 1962, 3 avril 1979, 16 mai 1980 et 13 septembre 1982;

Vu la directive du Conseil des Communautés européennes du 27 juin 1977 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux (77/453/CEE);

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité d'informer sans délai les établissements d'enseignement des nouvelles dispositions qui doivent être appliquées;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 1er février 1993,

Arrête :

CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

Article 1er. § 1er. Par stage on entend cette partie de la formation en art infirmier où l'élève apprend, dans un cadre organisé et en contact direct avec une personne saine ou malade et/ou des groupes, sur la base de connaissances et d'aptitudes acquises, à planifier, à dispenser et à évaluer les soins infirmiers requis, et ce à son niveau de compétence. L'élève infirmier/infirmière se perfectionnera également pendant l'année d'étude complémentaire dans l'organisation des soins infirmiers généraux ou psychiques, notamment l'éducation sanitaire de personnes individuelles et de groupes restreints;

§ 2. Cet enseignement est dispensé dans des institutions et services, tant hospitaliers qu'extra-hospitaliers, dans le cadre des soins de santé et de l'aide sociale, sous la direction d'enseignants infirmiers/accoucheuses et sous la responsabilité de l'établissement d'enseignement.

§ 3. Les « stages » organisés conformément aux §§ 1er et 2 correspondent à ce qui est dénommé « enseignement clinique » dans la directive du Conseil de la C.E.E. du 27 juin 1977 (77/453/CEE) visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités de l'infirmier responsable des soins généraux.

Tout au long de cet arrêté, les termes « stages » ou « enseignement clinique » seront employés indistinctement.

Art. 2. § 1er. L'enseignement clinique est dispensé dans des services de stage situés en Belgique et offrant les ressources cliniques, sociales et pédagogiques nécessaires à la formation technique, psychologique, morale et sociale des élèves.

§ 2. Tous les services précités doivent être agréés par les instances compétentes conformément à la législation en vigueur.

§ 3. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions peut donner l'autorisation d'organiser des stages en dehors des frontières nationales aux écoles qui en font la demande de façon motivée et cela à concurrence de 10 % au maximum des quotas fixés aux articles 6, 7, 8 et 9.

§ 4. Les établissements d'enseignement communiqueront chaque année à la direction générale de la Santé la liste des institutions et services au sein desquels des stages seront organisés.

CHAPITRE II. — Conditions générales de validité

Art. 3. Pour être valable, l'enseignement clinique doit répondre aux conditions suivantes :

1° La surveillance éducative des élèves doit être placée sous la responsabilité d'un enseignant-infirmier gradué ou infirmière graduée ou d'une accoucheuse.

2° A partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, la personne chargée de la planification, de l'organisation et de la coordination des heures d'enseignement clinique, doit être un infirmier gradué ou une infirmière graduée ou une accoucheuse, ayant une expérience utile d'au moins six ans dans l'enseignement infirmier;

3° au cours des première et deuxième années d'études pour l'obtention du brevet d'assistant en soins hospitaliers ou d'assistante en soins hospitaliers, les élèves doivent rédiger des rapports de stage sur l'enseignement clinique suivi, destinés à fournir la preuve de leurs capacités d'observation et de compréhension des techniques infirmières, d'intégration des données théoriques nécessaires à leur exécution, de rédaction et d'évaluation de la démarche en soins infirmiers et de leurs propres capacités et attitudes;

4° au cours de l'année d'études complémentaire pour l'obtention du brevet d'infirmier ou d'infirmière, les élèves sont tenus de rédiger un rapport de stage sur l'enseignement clinique suivi, destiné à fournir la preuve de l'acquisition progressive de compétences et d'aptitudes en matière de programmation, d'organisation de dispensation et d'évaluation des soins dans l'optique, d'une part, d'une approche responsable, créative, globale et systématique de la dispensation des soins infirmiers dans les établissements de soins généraux et psychiatriques ainsi qu'à domicile et, d'autre part, de leur rôle en tant que collaborateur au niveau de l'organisation du service infirmier.

CHAPITRE III. — Conditions particulières de validité

Section 1^{re}. — Conditions de validité pour les lieux de stage

Art. 4. § 1er. L'enseignement clinique doit être organisé au sein de services ou unités de soins où les élèves peuvent être formés à la dispensation des soins infirmiers. Ces services ou unités d'hospitalisation, résidentiels ou ambulatoires, doivent disposer d'une infrastructure et d'une organisation du travail infirmier répondant aux exigences de l'enseignement infirmier.

En aucun cas il ne peut y avoir plus de trois stagiaires par infirmier ou infirmière ou par accoucheuse présent(e)s.

§ 2. Les conditions suivantes de fonctionnement et d'organisation doivent être satisfaites :

1° Un contrat de stage doit être conclu par écrit entre l'établissement d'enseignement et l'institution de stage. Ce contrat de stage a pour but de régler les relations entre l'établissement d'enseignement qui est responsable de la formation, et l'institution de stage qui collabore à cette formation.

Le contrat de stage doit porter au moins sur les points suivants : les noms des responsables tant de l'établissement d'enseignement que de l'institution de stage, le nombre d'élèves par service, les années d'études, la durée et la répartition des stages dans le temps, l'assurance en responsabilité civile et l'encadrement des stages.

2° L'emploi systématique d'un dossier infirmier adapté aux besoins du service et/ou de l'unité;

3° Une collaboration au sein des hôpitaux entre le département infirmier et l'établissement d'enseignement, conformément aux règles fixées par le contrat de stage visé au 1°;

4° La preuve, fournie par le service de stage, de discussions régulières concernant les patients et ou l'adaptation des plans de soins;

5° Le responsable du stage dans l'institution doit être le chef du département infirmier ou un infirmier ou une infirmière gradué(e) qui en tient lieu ou qui est lié sur le plan fonctionnel avec lui.

§ 3. En choisissant le service de stage, l'établissement d'enseignement veillera à ce que les élèves soient confrontés à un éventail de situations sanitaires et/ou pathologiques et d'aspects psycho-médico-sociaux ainsi qu'à une diversité de soins infirmiers correspondant aux différents stades de formation.

Pendant les stages, les élèves doivent avoir la possibilité d'assumer progressivement la responsabilité de certaines tâches.

Les élèves doivent être à même de faire une évaluation méthodique des soins infirmiers.

Les expériences de formation acquises par les élèves doivent faire l'objet d'une discussion avec les enseignants-infirmiers/accoucheuses et de préférence également avec l'infirmier responsable du service.

§ 4. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions peut, pour le choix du service ou de l'unité d'enseignement clinique, accorder une dérogation aux exigences spécifiques figurant aux articles 2 et 4, en particulier lorsqu'il s'agit d'expériences nouvelles en matière de soins de santé.

Section II. — Répartition de l'enseignement clinique

Art. 5. § 1er. Sauf cas de force majeure à apprécier par le Ministre ayant la Santé dans ses attributions, les stages ne sont pas organisés pendant les vacances de Noël, les vacances de Pâques et les vacances d'été.

§ 2. Les règles suivantes sont d'application au stage :

1° au cours de la 1^{re} et de la 2^e année d'études, l'heure du début et celle de la fin du stage ne peuvent être séparées que par un maximum de 10 heures;

2° au cours de la 3^e année d'études, 50 % au minimum des stages seront organisés selon l'horaire en vigueur dans les services et unités concernés;

3° seulement au cours de la 2^e et de la 3^e année d'études, des stages peuvent être organisés pendant le week-end et ce à concurrence de 11 week-ends au maximum répartis sur 2 années d'études.

§ 3. Les règles suivantes sont d'application au stage accompli la nuit :

1° au cours de la 1^{re} année d'études, aucun stage ne peut être organisé la nuit;

2° au cours de la 2e année d'études conduisant à l'obtention du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers, 4 services de nuit doivent être organisés;

3° au cours de l'année d'étude complémentaire pour l'obtention du brevet d'infirmier ou d'infirmière, il y a lieu de prévoir 4 services de nuit;

4° chaque prestation nocturne doit avoir une durée de 8 heures au minimum;

5° l'exigence de la surveillance éducative prévue à l'article 3, 1° du présent arrêté n'est pas d'application pour le stage organisé la nuit et pendant le week-end;

6° au cours du stage nocturne, l'élève doit être placé sous la surveillance effective d'un(e) infirmier(e) présent(e) dans le service ou l'unité concerné(e).

§ 4. Le stage de jour comme de nuit, ne peut, en aucun cas, empêcher l'élève d'assister aux cours, ni enfreindre la réglementation sur la durée du travail en vigueur dans le secteur concerné.

Art. 6. § 1er. L'enseignement clinique des première et deuxième années d'études conduisant à l'obtention du brevet d'assistant en soins hospitaliers ou d'assistante en soins hospitaliers doit comprendre au minimum 1 600 périodes à répartir comme suit :

1° 300 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers en médecine générale

2° 300 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers en chirurgie générale;

3° 300 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers aux personnes âgées tant saines que malades et/ou de soins aux handicapés. Cet enseignement peut être organisé dans les maisons de retraite, les maisons de repos et de soins, les services G et les centres de jour pour personnes âgées, les centres spécialisés pour adultes handicapés et/ou malades chroniques et les services de réadaptation fonctionnelle, ainsi que dans tout autre service agréé correspondant à des initiatives nouvelles dans le domaine des soins infirmiers aux personnes âgées ou aux handicapés. Les stages auprès de déments séniles séjournant dans des institutions ou unités de soins spécialisées sont à organiser de préférence en 2e année;

4° 150 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers à la mère et à l'enfant, qui doivent permettre aux élèves d'approcher tant les accouchées que les nouveau-nés, les enfants sains et malades et de participer aux soins dispensés.

Cet enseignement peut être organisé dans les maternités, les services pédiatriques, auprès d'enfants malades chroniques ou d'enfants handicapés. Les stages en maternité et en pédiatrie sont organisés de préférence en deuxième année;

5° 100 périodes minimum d'enseignement clinique des soins de santé mentale et de psychiatrie. Cet enseignement peut notamment être organisé dans les hôpitaux ou services psychiatriques et en institut médico-pédagogique. Cet enseignement sera dispensé de préférence en deuxième année;

6° 450 périodes d'enseignement clinique des soins infirmiers au choix, à savoir 100 périodes au choix des élèves qui doivent être organisés dans une des disciplines citées ci-dessus et 350 périodes au choix de l'établissement d'enseignement.

§ 2. La première année doit comporter au minimum de l'enseignement clinique des soins infirmiers en médecine générale, en chirurgie générale, aux personnes âgées et/ou handicapées.

Art. 7. § 1er. L'enseignement clinique des première et deuxième années d'études conduisant à l'obtention du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers, spécialité psychiatrie doit comprendre au minimum 1 600 périodes à répartir comme suit :

1° 600 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers en psychiatrie, à répartir comme suit :

a) 150 périodes minimum en service psychiatrique pour patients chroniques;

b) 100 périodes minimum en service de psychogériatrie;

c) 150 périodes minimum en service psychiatrique pour patients aigus;

d) 100 périodes minimum en service à orientation sociale, notamment les habitations et les ateliers protégés;

e) 100 périodes au choix de l'élève dans les services cités ci-dessus;

2° 150 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers à la mère et à l'enfant. Cet enseignement doit être organisé conformément aux dispositions de l'article 6, § 1er, 4° du présent arrêté;

3° 100 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers aux personnes âgées, aux malades chroniques ne séjournant pas en institution psychiatrique et aux handicapés mentaux et physiques. Cet enseignement doit être organisé conformément aux dispositions de l'article 6, § 1er, 3° du présent arrêté;

4° 150 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers et chirurgie générale;

5° 250 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers en médecine générale;

6° 350 périodes d'enseignement clinique des soins infirmiers au choix, à savoir 100 périodes au choix de l'élève qui doivent être organisées dans une des disciplines citées ci-dessus et 250 périodes au choix de l'établissement d'enseignement;

§ 2. La première année d'études doit comprendre au minimum de l'enseignement clinique des soins infirmiers dans les services pour personnes âgées et/ou handicapées, en médecine générale, en chirurgie générale et dans les services psychiatriques pour patients aigus et chroniques.

Art. 8. L'enseignement clinique de l'année d'études complémentaire conduisant à l'obtention du brevet d'infirmier hospitalier ou d'infirmière hospitalière doit comprendre au minimum 650 périodes à répartir comme suit :

1° 150 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers en médecine générale et spécialisée;

2° 150 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers en chirurgie générale et spécialisée. Cet enseignement doit permettre à l'élève d'acquérir des compétences en matière de soins infirmiers à dispenser avant, pendant et après l'intervention chirurgicale;

3° 75 périodes minimum d'enseignement clinique en psychiatrie organisées dans des institutions ou services psychiatriques où les élèves sont confrontés à des situations de crise, à des problèmes psychiatriques ou à des soins psychogériatriques;

4° 100 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers dispensés au domicile du patient;

5° 175 périodes d'enseignement clinique des soins infirmiers au choix, à savoir 50 périodes au choix des élèves dans un des services précités et 125 périodes au choix de l'établissement d'enseignement.

Art. 9. L'enseignement clinique de l'année d'études complémentaire conduisant à l'obtention du brevet d'infirmier psychiatrique ou d'infirmière psychiatrique doit comprendre au minimum 650 périodes à répartir comme suit :

1° 250 périodes minimum d'enseignement clinique en psychiatrie organisées dans des services pour patients aigus et/ou chroniques où l'élève peut participer à divers programmes thérapeutiques destinés à des individus et/ou de groupes, et ce pour différentes catégories d'âge;

2° 100 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers généraux;

3° 100 périodes minimum d'enseignement clinique des soins infirmiers dispensés au domicile du patient, en post-cure ou en soins de santé mentale ambulatoires;

4° 200 périodes d'enseignement clinique des soins infirmiers au choix, à savoir : 75 périodes au choix de l'élève qui doivent être organisées dans l'une des disciplines précitées et 125 périodes au choix de l'établissement d'enseignement.

Art. 10. § 1er. Dans chacun des domaines de stage précités, on peut consacrer au minimum 10 % du nombre minimum de périodes requis à des visites d'études, pour autant que les élèves en fassent un rapport dans le carnet de stage. Le nombre total de périodes y consacrées peut s'élever à 100 périodes au cours des deux premières années d'études pour l'obtention du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et au cours des deux premières années d'études pour l'obtention du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers, spécialité psychiatrie et au maximum à 50 périodes au cours de l'année d'études complémentaire pour l'obtention du brevet d'infirmier ou d'infirmière, ou au cours de l'année d'études complémentaires pour l'obtention du brevet d'infirmier ou d'infirmière psychiatrique.

§ 2. L'autorisation ministérielle citée à l'article 2, § 3, du présent arrêté n'est pas requise pour les visites d'études effectuées à l'étranger.

Art. 11. Pour chaque élève, il y a lieu de remplir un tableau récapitulatif de stages à soumettre au visa de la direction générale de la Santé à l'issue de l'année scolaire conduisant à l'obtention d'un des brevets visés au présent arrêté.

Art. 12. § 1er. Les dispositions du présent arrêté produisent leurs effets :

— le 1er janvier 1993 pour les candidats présentant les épreuves conduisant à l'obtention du brevet d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers ou du brevet d'infirmier ou d'infirmière devant le jury de la Communauté française;

— le 1er septembre 1993 pour les établissements organisant l'enseignement professionnel secondaire complémentaire de plein exercice.

§ 2. L'arrêté ministériel du 18 décembre 1987 fixant les modalités de stage pour l'obtention des brevets d'assistant en soins hospitaliers et d'infirmier, est abrogé en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 13. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1er février 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

VERTALING

N. 93 — 1189

1 FEBRUARI 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende de stagevoorwaarden ter verkrijging van het brevet van verpleegassistent of verpleegassistente en van het brevet van verpleger of verpleegster

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 1 februari 1993 tot wijziging van het koninklijk besluit d.d. 17 augustus 1957 houdende instelling van het brevet van verpleegassistent en verpleegassistente en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 25 juli 1959, 3 april 1979, 17 mei 1979, 16 mei 1980 en 13 september 1982;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 1 februari 1993 tot wijziging van het koninklijk besluit d.d. 9 juli 1960 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het brevet van verpleger of verpleegster wordt toegekend en van de beroepsuitoefening, gewijzigd bij de koninklijke besluiten dd. 13 augustus 1962, 3 april 1979, 17 mei 1979, 16 mei 1980 en 13 september 1982;

Gelet op de richtlijn van de raad van de Europese Gemeenschappen d.d. 27 juni 1977 tot coordinatie van de wets-, reglements- en administratieve bepalingen betreffende de werkzaamheden van de verpleger, verantwoordelijk voor de algemene verzorging (77/453/CEE);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet d.d. 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzaak om de onderwijsinrichtingen in te lichten over de nieuwe bepalingen die moeten worden toegepast;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 1 februari 1993,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. Onder stage wordt verstaan, dat gedeelte van de opleiding in de verpleegkunde waarbij de leerling, in een georganiseerd kader en in rechtstreekse voeding met een gezonde of zieke persoon en/of met groepen, op grond van opgedane kennis en geschiktheid de vereiste verpleging leert plannen, verstrekken en evalueren, op zijn niveau van bevoegdheid. De leerling verpleger (verpleegster) volmaakt zich ook tijdens het aanvullend studiejaar voor de organisatie van de algemene of psychische verpleging, inz. de sanitaire opvoeding van enkelingen en van beperkte groepen;

§ 2. Dit onderwijs wordt in de instellingen en diensten, zowel in ziekenhuizen als daarbuiten, in het raam van de geneeskundige verzorging en van de maatschappelijke hulp verstrekt, onder de leiding van leerkrachten-verplegers/vroedvrouwen en onder de verantwoordelijkheid van de onderwijsinrichting;

§ 3. De « stages » ingericht overeenkomstig de §§ 1 en 2, stemmen overeen met wat « klinisch onderwijs » genoemd wordt in de richtlijn van de raad van de E.E.G. d.d. 27 juni 1977 (77/453/EEG) tot coördinatie van de wets-, reglements- en administratieve bepalingen met betrekking tot de werkzaamheden van de voor de algemene verzorging verantwoordelijke verpleger.

Overal in dit besluit worden de woorden « stages » of « klinisch onderwijs » zonder onderscheid gebruikt.

Art. 2. § 1. Het klinisch onderwijs wordt verstrekt in de in België gelegen stagediensten die de klinische, sociale en pedagogische middelen bieden voor de technische, psychologische, morele en sociale opleiding van de leerlingen.

§ 2. Alle voormelde diensten moeten door de bevoegde overheid overeenkomstig de vigerende wetgeving erkend worden.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid Gezondheid behoort mag tot de organisatie van stages buiten de nationale grenzen machtigen voor de scholen die een met redenen omklede aanvraag indienen, naar rato van hoogstens 10 % van de in de artikelen 6, 7, 8 en 9 vastgestelde kwota's.

§ 4. De inrichtingen moeten elk jaar de Algemene Directie van Gezondheid de lijst meedelen van de instellingen en diensten waar stages worden ingericht.

HOOFDSTUK II. — *Algemene geldigheidsvoorwaarden*

Art. 3. Om geldig te zijn moet het klinisch onderwijs aan volgende voorwaarden voldoen :

1° Voor het educatieve toezicht over de leerlingen is de verantwoordelijke leerkracht een gegradueerde verpleger of een gegradueerde verpleegster of een vroedvrouw;

2° Vanaf de inwerkingtreding van dit besluit moet de persoon belast met de planning, de inrichting en de coördinatie van de uren klinisch onderwijs, een gegradueerde verpleger of een gegradueerde verpleegster of een vroedvrouw zijn met een nuttige ervaring van minstens 6 jaar in het onderwijs van de verpleegkunde;

3° In de loop van het eerste en het tweede leerjaar voor het verkrijgen van het brevet van verpleegassistent of verpleegassistente moeten de leerlingen stageverslagen opstellen over het klinisch onderwijs dat zij gevolgd hebben; bedoelde verslagen moeten het bewijs leveren van hun bekwaamheid om de verpleegtechnieken waar te nemen en te begrijpen, de theoretische gegevens voor de uitvoering ervan te integreren, de methodes van verpleging uit te werken, hun eigen geschiktheid en houding te evalueren;

4° In de loop van het aanvullend studiejaar voor het verkrijgen van het brevet van verpleger of verpleegster zijn de leerlingen verplicht een stageverslag over het gevolgde klinisch onderwijs op te stellen dat het bewijs moet leveren van hun geleidelijke verwerving van bevoegdheid en bekwaamheid inzake programmatie, inrichting van de verstreking en evaluatie van de verzorging, met als doel enerzijds een verantwoorde, creatieve, globale en stelselmatige benadering van de verstreking van de verpleging in inrichtingen voor algemene en psychiatrische verzorging alsmede van de thuisverzorging en anderzijds van hun rol als medewerker bij de inrichting van de verpleegdienst.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere geldigheidsvoorwaarden*

Afdeling I. — Geldigheidsvoorwaarden voor de plaatsen waar de stages volbracht worden

Art. 4. § 1. Het klinisch onderwijs moet verstrekt worden in de verzorgingsdiensten of -eenheden waar de leerlingen kunnen worden opgeleid tot het verstrekken van de verpleging.

Deze residentiële of ambulante ziekenhuisdiensten moeten beschikken over een infrastructuur en een inrichting van het verplegingswerk die aan de eisen van het onderwijs van de verpleegkunde beantwoorden.

In geen geval mogen er meer dan drie stagiairs per aanwezige verpleger of verpleegster of vroedvrouw zijn.

§ 2. De volgende voorwaarden inzake werking en inrichting moeten vervuld zijn :

1° Een stageovereenkomst moet schriftelijk gesloten worden tussen de onderwijsinrichting en de instelling waar de stage gebeurt. Deze overeenkomst heeft tot doel de betrekkingen te regelen tussen de onderwijsinrichting die verantwoordelijk is voor de vorming en de stage-instelling die aan deze vorming medewerkt.

De stageovereenkomst moet ten minste op volgende punten slaan : de namen van de verantwoordelijken zowel van de onderwijsinrichting als van de stageinstelling, het aantal leerlingen per dienst, de studiejaar, de duur van de stages en de spreiding ervan in de tijd, de verzekering inzake burgerlijke aansprakelijkheid en de begeleiding van de stages;

2° het stelselmatig gebruik van een verpleegdossier, aangepast aan de behoeften van de dienst en/of de eenheid;

3° medewerking in de ziekenhuizen tussen het verpleegdepartement en de onderwijsinrichting, overeenkomstig de door de in 1° bedoelde stageovereenkomst vastgestelde regels;

4° het door de stagedienst geleverde bewijs van geregelde besprekingen aangaande de patiënten en/of de aanpassing van verzorgingsplannen;

5° de verantwoordelijke voor de stage in de instelling moet het hoofd zijn van het verpleegdepartement of een gegradueerde verpleger of verpleegster die hem vervangt of die met hem in functionele verbinding staat.

§ 3. Wanneer de onderwijsinrichting de stagedienst kiest, zorgt ze ervoor dat de leerlingen kennis maken met een gamma sanitaire en/of pathologische toestanden en psycho-medisch-sociale aspecten alsmede met een gedifferentieerde verpleging die met de verschillende stadia van de opleiding overeenstemt.

Gedurende de stages moeten de leerlingen de mogelijkheid hebben om de verantwoordelijkheid voor sommige taken geleidelijk op zich te nemen.

De leerlingen moeten bij machte zijn, de verpleging oordeelkundig te evalueren.

De ervaring, tijdens hun opleiding door de leerlingen verworven, moet het voorwerp zijn van een bespreking met de leerkrachten-verplegers/vroedvrouwen en liefst ook met de verpleger die voor de dienst instaat.

§ 4. De Minister tot wiens bevoegdheid Gezondheid behoort, mag voor de keuze van de dienst of de eenheid klinisch onderwijs een afwijking toestaan van de specifieke eisen die in de artikelen 2 en 4 voorkomen, in het bijzonder wanneer het gaat om nieuwe experimenten inzake gezondheidszorg.

Afdeling II. — Verdeling van het klinisch onderwijs

Art. 5. § 1. Behalve bij overmacht, te beoordelen door de Minister tot wiens bevoegdheid Gezondheid behoort, worden de stages niet gedurende de kerstvakantie, de paasvakantie en de zomervakantie ingericht.

§ 2. De volgende regels zijn op de stages van toepassing :

1° in de loop van het 1e en het 2e studiejaar mogen de uren van begin en einde van de stage slechts door maximum tien uren worden gescheiden;

2° in de loop van het 3e jaar studiejaar worden minstens 50 % van de stages volgens het in de betrokken diensten en eenheden van kracht zijnde lesrooster ingericht;

3° enkel in de loop van het 2e en van het 3e studiejaar mogen stages tijdens het weekeinde worden ingericht, voor hoogstens 11 weekeinden gespreid over twee studiejaar.

§ 3. Volgende regels zijn van toepassing op de nachtstages.

1° in de loop van het eerste studiejaar mag geen stage 's nachts uitgevoerd worden.

2° in de loop van het tweede studiejaar dat leidt tot het verkrijgen van het brevet van verpleegassistent of verpleegassistente moeten vier nachtdiensten worden ingericht;

3° in de loop van het aanvullende studiejaar voor het verkrijgen van het brevet van verpleger of verpleegster moet in 4 nachtdiensten worden voorzien;

4° elke nachtprestatie moet een duur van minstens 8 uur hebben;

5° het educatieve toezicht bepaald in artikel 3, 1° van dit besluit is niet vereist voor de 's nachts en tijdens het weekeinde ingerichte stage;

6° in de loop van de nachtstage moet de leerling onder het werkelijk toezicht staan van een verpleger (verpleegster) aanwezig in de betrokken dienst of eenheid.

§ 4. Zowel de dag- als de nachtstage mag in geen geval de leerling beletten de leergangen bij te wonen of inbreuk maken op de reglementering inzake de in de betrokken sector van kracht zijnde arbeidsduur.

Art. 6. § 1. Het klinisch onderwijs in het eerste en het tweede studiejaar ter verkrijging van het brevet van verpleegassistent of verpleegassistente moet minstens 1600 lestijden omvatten, als volgt verdeeld :

1° minstens 300 lestijden klinisch onderwijs voor verpleging in algemene geneeskunde;

2° minstens 300 lestijden klinisch onderwijs voor verpleging in algemene heelkunde;

3° minstens 300 lestijden klinisch onderwijs voor verpleging van bejaarden, zowel gezond als ziek, en/of van minder-validen. Dit onderwijs kan in de bejaardentehuizen, de rust- en verzorgingstehuizen, de diensten G en de dagcentra voor bejaarden, de gespecialiseerde centra voor minder-valide volwassenen en/of chronisch zieken en de diensten voor functionele wederaanpassing verstrekt worden, alsmede in elke andere erkende dienst die overeenstemt met nieuwe initiatieven op het gebied van verpleging van bejaarden of minder-validen. De stages bij demente bejaarden die in instellingen of gespecialiseerde verzorgingseenheden verblijven, zijn bij voorkeur in het tweede jaar in te richten;

4° minstens 150 lestijden klinisch onderwijs voor verpleging van moeder en kind, die het de leerlingen mogelijk moeten maken zowel de vrouwen die bevallen als de pasgeborenen, de gezonde en de zieke kinderen te benaderen en deel te nemen aan de verstrekte verzorging. Dit onderwijs kan in de kraaminrichtingen, de pediatrie diensten, bij chronisch zieke kinderen of minder-valide kinderen verstrekt worden. De stages in kraaminrichtingen en in kinderklinieken worden bij voorkeur in het tweede jaar ingericht;

5° minstens 100 lestijden klinisch onderwijs van de verzorging in geestesgezondheid en psychiatrie. Dit onderwijs kan in de ziekenhuizen of psychiatrische diensten en in een medisch-pedagogisch instituut worden ingericht. Het zal bij voorkeur in het tweede jaar worden verstrekt;

6° 450 lestijden klinisch onderwijs van verpleging naar keuze, te weten 100 lestijden naar keuze van de leerling, die in een van bovenvermelde vakken moeten worden ingericht, en 350 lestijden naar keuze van de onderwijsinrichting.

§ 2. Het eerste jaar behelst minstens het klinisch onderwijs van de verpleging in algemene geneeskunde, in algemene heelkunde, van de bejaarden en/of minder-validen.

Art. 7. § 1. Het klinisch onderwijs in het eerste en het tweede jaar ter verkrijging van het brevet van verpleegassistent of verpleegassistente, specialiteit psychiatrie, moet minstens 1 600 lestijden omvatten, als volgt verdeeld :

1° minstens 600 lestijden klinisch onderwijs voor verpleging in psychiatrie, te verdelen als volgt :

a) minstens 150 lestijden in een psychiatrische dienst voor chronisch zieken;

b) minstens 100 lestijden in een dienst voor psychogeriatric;

c) minstens 150 lestijden in een psychiatrische dienst voor acute ziekten;

d) minstens 100 lestijden in een sociaal gerichte dienst inz. de woningen en de beschermde werkplaatsen;

e) 100 lestijden naar keuze van de leerling in bovenvermelde diensten.

2° minstens 150 lestijden klinisch onderwijs van de verpleging van moeder en kind. Dit onderwijs moet worden ingericht overeenkomstig artikel 6, § 1, 4° van dit besluit;

3° minstens 100 lestijden klinisch onderwijs van de verpleging van bejaarde chronisch zieken die niet in een psychiatrische instelling verblijven en geestelijk en lichamelijk gehandicapt. Dit onderwijs moet worden ingericht overeenkomstig artikel 6, § 1, 3° van dit besluit;

4° minstens 150 lestijden klinisch onderwijs van de verpleging in algemene heelkunde;

5° minstens 250 lestijden klinisch onderwijs van de verpleging in algemene geneeskunde;

6° 350 lestijden klinisch onderwijs van verpleging naar keuze, te weten 100 lestijden naar keuze van de leerling in één van bovenvermelde vakken, en 250 lestijden naar keuze van de onderwijsinrichting;

§ 2. Het eerste studiejaar moet minstens klinisch onderwijs voor verpleging in de diensten voor bejaarden en/of minder-validen, in algemene geneeskunde, in algemene heelkunde en in de psychiatrische diensten voor acute en chronische gevallen omvatten.

Art. 8. Het klinisch onderwijs van het aanvullend studiejaar ter verkrijging van het brevet van verpleegassistent of verpleegassistente moet minstens 650 lestijden omvatten, als volgt verdeeld :

1° minstens 150 lestijden klinisch onderwijs voor verpleging in algemene en gespecialiseerde geneeskunde;

2° minstens 150 lestijden klinisch onderwijs voor verpleging in algemene en gespecialiseerde heelkunde. Dit onderwijs moet de leerling de mogelijkheid geven, kennis te verwerven inzake verpleging voor, tijdens en na een heelkundige ingreep;

3° minstens 75 lestijden klinisch onderwijs van de psychiatrie, ingericht in psychiatrische instellingen of diensten waar de leerlingen crisistoestanden of psychiatrische problemen leren kennen of psycho-geriatricische verzorging moeten verstrekken;

4° minstens 100 lestijden klinisch onderwijs van de thuisverpleging;

5° 175 lestijden klinisch onderwijs van de verpleging naar keuze, zijnde 50 naar keuze van de leerlingen in één van voormelde diensten en 125 naar keuze van de onderwijsinrichting.

Art. 9. Het klinisch onderwijs in het aanvullend studiejaar ter verkrijging van het brevet van psychiatisch verpleger(-eegster) moet ten minste 650 lestijden omvatten, te verdelen als volgt :

1° minstens 250 lestijden klinisch onderwijs van de psychiatrie in diensten voor acute en/of chronische gevallen, waar de leerling kan deelnemen aan therapieprogramma's voor enkelingen en/of groepen, voor verschillende leeftijdscategorieën;

2° minstens 100 lestijden klinisch onderwijs van de algemene verpleegkunde;

3° minstens 100 lestijden klinisch onderwijs van de verpleging ten huize van de patiënt, van de naverzorging of ambulante verzorging van geestesgestoorden;

4° 200 lestijden klinisch onderwijs van de verpleging naar keuze, zijnde 75 naar keuze van de leerling in één van voormelde vakken, en 125 naar keuze van de onderwijsinrichting.

Art. 10. § 1. In elk van voormelde stagegebieden kan minimum 10 % van het minimumaantal lestijden gewijd worden aan studiebezoeken mits de leerlingen daarover verslag uitbrengen in het stageboekje. Het totaal aantal daaraan gewijde lestijden kan 100 bedragen in de eerste 2 jaren ter verkrijging van het brevet van verpleegassistent(e) of van het brevet van verpleegassistent(e) gespecialiseerd in de psychiatrie, en hoogstens 50 lestijden in het aanvullend studiejaar ter verkrijging van het brevet van verpleger of verpleegster of van het brevet van psychiatisch verpleger(eegster).

§ 2. De in artikel 2, § 3, bedoelde ministeriële machtiging is niet vereist voor studiebezoeken in het buitenland.

Art. 11. Voor elke leerling moet een samenvattende stagetabel ingevuld worden, te viseren door de algemene directie Gezondheid na afloop van het schooljaar ter verkrijging van een van de in dit besluit bedoelde brevetten.

Art. 12. § 1. De bepalingen van dit besluit hebben uitwerking :

— op 1 januari 1993 voor de kandidaten die ter verkrijging van het brevet van verpleegassistent(e) of van verpleger of verpleegster examen afleggen voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap;

— op 1 september 1993 voor de inrichtingen voor aanvullend secundair onderwijs met volledig leerplan.

§ 2. Het ministerieel besluit van 18 december 1987 tot regeling van de stage ter verkrijging van het brevet van verpleegassistent of verpleger wordt opgeheven voor de Franse Gemeenschap.

Art. 13. De Minister, bevoegd voor Gezondheid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 februari 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 1190

8 AVRIL 1993

Ordonnance portant création du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 107^{quater} de la Constitution.

Art. 2. Il est créé un Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales, dénommé ci-après le Fonds.

Aux conditions et dans les limites prévues par la présente ordonnance, le Fonds a pour mission :

1. D'exercer les droits et obligations mis à charge de la Région de Bruxelles-Capitale par l'arrêté royal du 21 septembre 1989 portant exécution de l'article 75, § 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

2. D'exercer les droits et obligations mis à charge de la Région de Bruxelles-Capitale, en vertu de l'article 9 des arrêtés royaux du 28 janvier 1977 et du 15 décembre 1978 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des Communes revenant aux communes de

(1) Session ordinaire 1992-1993

A — 222/1. Projet d'ordonnance.

A — 222/2. Rapport.

A — 222/3. Amendements après rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 19 mars 1993.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 1190

8 APRIL 1993. — Ordonnantie houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Art. 2. Er wordt een Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke thesaurieën opgericht, hierna het Fonds te noemen.

Onder de voorwaarden en binnen de grenzen aangegeven in deze ordonnantie heeft het Fonds tot taak :

1. Het uitoefenen van de rechten en het nakomen van de verplichtingen waarin krachtens het koninklijk besluit van 21 september 1989 tot uitvoering van artikel 75, § 3, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest treedt.

2. Het uitoefenen van de rechten en het nakomen van de verplichtingen waarin het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest treedt krachtens artikel 9 van de koninklijke besluiten van 28 januari 1977 en van 15 december 1978 tot vaststelling van de regelen inzake omslag van

(1) Gewone zitting 1992-1993

A — 222/1. Ontwerp van ordonnantie.

A — 222/2. Verslag.

A — 222/3. Amendementen na verslag.

Volledig verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 maart 1993.